



**HAL**  
open science

## Introduction

Thierry Berthet, Bénédicte Gendron

► **To cite this version:**

Thierry Berthet, Bénédicte Gendron. Introduction. Formation Emploi. Revue française de sciences sociales, 2010, L'orientation scolaire et professionnelle dans un monde incertain, 109, pp.5-7. 10.4000/formationemploi.2620 . halshs-00519437

**HAL Id: halshs-00519437**

**<https://shs.hal.science/halshs-00519437v1>**

Submitted on 4 Jan 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Introduction

Thierry Berthet et Bénédicte Gendron

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/2620>

DOI : 10.4000/formationemploi.2620

ISSN : 2107-0946

### Éditeur

La Documentation française

### Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2010

Pagination : 5-7

ISSN : 0759-6340

### Référence électronique

Thierry Berthet et Bénédicte Gendron, « Introduction », *Formation emploi* [En ligne], 109 | janvier-mars 2010, mis en ligne le 01 mars 2010, consulté le 30 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/2620> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.2620>

---

## DOSSIER

# Introduction

Thierry Berthet et Bénédicte Gendron

L'adoption, dans le cadre de la présidence française, d'une résolution européenne « Mieux inclure l'orientation tout au long de la vie dans les stratégies d'éducation et de formation », suivie un an plus tard du vote, le 24 novembre 2009, de la loi relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie, témoignent de l'importance de l'orientation sur l'agenda politique. Cette loi, qui reprend en partie l'accord national interprofessionnel (ANI) du 7 janvier 2009, négocié par les partenaires sociaux, a pour objectif d'améliorer l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie. Elle aborde de nombreuses questions liées à l'information, l'orientation et la qualification professionnelles telles que la simplification et le développement de la formation professionnelle tout au long de la vie, la sécurisation des parcours professionnels, les contrats en alternance, l'emploi des jeunes, la gestion des fonds de la formation professionnelle, l'offre et les organismes de formation, la coordination des politiques de formation professionnelle et le contrôle de la formation professionnelle.

Cette réforme de l'orientation scolaire et professionnelle s'inscrit dans un contexte marqué par une insécurité sociale de plus en plus grande, où les travailleurs et futurs travailleurs, pour maintenir leur employabilité ou s'insérer, ont obligation de se former. Il se caractérise aussi par la nécessité d'une plus grande mobilité géographique des individus et s'impose dans le contexte d'une mutation plus rapide des métiers dans un cadre régional, national, européen et international. Tous ces bouleversements plaident dans le sens de l'urgence d'une réflexion adaptée dans le domaine

\* **Thierry Berthet** est chercheur CNRS à l'université de Bordeaux, au SPIRIT (Science Politique Relations Internationales, Territoires, UMR 5116). Ses recherches portent sur l'analyse des politiques publiques d'orientation, la territorialisation des politiques d'emploi et la régionalisation de la formation professionnelle. Il a récemment publié : (avec M. Bel) « Proximité et relation emploi-formation : au carrefour des disciplines », *Espaces et sociétés* (2009), 1-2, pp. 136-137 ; (avec P. Iriart) "Vocational Education Policies in the Process of Multilevel Governance: A French Perspective", *Bulletin of Comparative Labour Relations*, Kluwer Law International, avril 2009, pp. 33-46 ; « Les enjeux de l'évaluation territoriale des politiques publiques », *Informations sociales*, n° 150, octobre-novembre 2008.

**Bénédicte Gendron** est professeur des universités à l'université Montpellier 3 - Sud de la France et est rattachée à l'unité de recherche du Lirdef (Laboratoire interdisciplinaire de recherche en didactique Éducation et Formation), EA n° 3749, et associée au Centre régional associé Céreq Ile-de-France. Ses travaux de recherche s'intéressent au domaine des ressources humaines dans une perspective économique, psychologique et éducationniste. Particulièrement, ses derniers travaux se focalisent sur le capital émotionnel et les liens compétences émotionnelles sociales et personnelles, performance au travail et santé. Ses dernières publications : Gendron B. et Lafortune L. (dirs.) (2009), *Leadership et compétences émotionnelles dans l'accompagnement au changement*, Ouvrage Collection « Éducation & Recherche », Québec : Presses de l'université du Québec, p. 237. Gendron B. (2009) "The Vocational baccalaureate: a gateway to higher education?", *European Journal of Vocational Training*, n° 46, 2009/1, pp. 5-27. .../...

Gendron B. (2008), "Management of active ageing in businesses in France, in Innovative learning measures for older workers", Cedefop *Panorama Series*, 159, Luxembourg, Office for official publications of the European Communities, Cedefop, décembre, pp. 29-36.

de l'orientation, à différents stades de la vie scolaire et professionnelle des jeunes en formation comme des adultes présents ou en attente sur le marché du travail.

Ce texte législatif s'inscrit dans un mouvement général d'évolution du système éducatif et d'éducation à l'orientation, d'abord initié par la loi de 1989. Ce texte de loi mettait en avant l'idée de projet personnel de l'élève, débouchant sur une construction progressive de son orientation par l'élève lui-même et ceux qui l'accompagnent. Grâce notamment aux circulaires du 31 juillet (n° 96204) et du 01 octobre 1996 (n° 96230), l'éducation à l'orientation a pris pied dans le système éducatif, avec comme objectif de passer d'une certaine massification à une certaine individualisation des pratiques, tout en offrant un espace de sens renouvelé aux pratiques des professionnels de l'orientation scolaire.

Le concept d'orientation scolaire et professionnelle s'est de fait élargi, dans son acception, pour considérer l'orientation tout au long de la vie au moins de manière rhétorique. Il s'agit d'un concept complexe : parle-t-on du projet d'un individu, de la gestion de flux d'élèves dans un système, de processus d'influence ou de système organisé et hiérarchisé devant guider les élèves vers tel ou tel métier dans une logique d'adéquation formation-emploi, ou encore de maintien de l'employabilité ? En tout état de cause, reconsidérer et repenser l'orientation à l'aune de cette perspective décroisée s'impose donc, non seulement aux professionnels de l'orientation (qui en ont largement pris conscience), mais plus encore à tous les acteurs du système éducatif, afin de les rendre aptes à participer, à différents niveaux, à la réflexion sur les nouveaux défis sociétaux, et à répondre aux interrogations des diverses catégories d'utilisateurs.

Ce numéro spécial de *Formation Emploi* vise à dresser un état des lieux des recherches conduites sur les thèmes de l'orientation scolaire et professionnelle,

en formation initiale comme en formation continue. Partant du constat que l'orientation repose notamment sur l'arbitrage ou la recherche d'un équilibre entre décisions individuelles et contraintes collectives, deux angles d'approche ont été favorisés dans ce dossier. Tout d'abord, une série d'articles d'analyse et de synthèse présente l'évolution historique de l'orientation scolaire et professionnelle, les questions qui la traversent au regard du contexte sociopolitique et économique contemporain ou bien encore analyse le positionnement de ce système en perspective comparée (notamment européenne). Une attention particulière a ainsi été apportée à l'étude de l'organisation et des modes de régulation d'un système encore largement segmenté par type de public. Le dispositif français d'orientation y apparaît en effet très marqué par les ambiguïtés du pilotage des politiques d'orientation, la multiplicité des réseaux et les atermoiements du législateur à désigner un pilote. Ces éléments interrogent fortement la lisibilité et l'efficacité de ce système. Enfin, la place des parcours est au cœur d'une série d'articles qui reviennent sur les trajectoires individuelles dans le système scolaire. Ces travaux réinterrogent la question cruciale des inégalités dans l'accès à la formation et la segmentation sociale en actes que l'on peut y lire. Ils reviennent, chiffres et analyses à l'appui, sur les mécanismes de sélection, le rôle des procédures de gestion des flux d'élèves ou le positionnement singulier de certaines filières.

Le menu proposé dans ce dossier est dense et souligne la richesse des recherches contemporaines sur l'orientation. Le premier article, rédigé par Isabelle Borrás et Claudine Romani, et intitulé *Orientation et politiques publiques : Évolutions nationales, enjeux internationaux*, se propose de présenter les réformes conduites en France, notamment au plan régional, et rend compte de leur position au regard d'exemples internationaux. Un deuxième article, de Nadia Nakhili et Severine Landrier, pose délibérément la question « *Comment l'orientation contribue aux inégalités de parcours scolaires en France ?* ». Appuyé sur un état précis de la recherche, il apporte un éclairage sur les inégalités d'orientation et les différences de choix d'études, afin d'en saisir les mécanismes, et de mettre en lumière les enjeux de l'organisation du système éducatif sur les trajectoires individuelles en son sein. Un troisième article, de Thierry Berthet, Stéphanie

Dechezelles, Rodolphe Gouin et Véronique Simon, intitulé *La place des dynamiques territoriales dans la régulation de l'orientation scolaire*, rappelle le rôle clé des territoires dans la constitution du dispositif français d'orientation scolaire et souligne l'importance de la prise en compte des dynamiques territoriales dans la compréhension des pratiques d'orientation des élèves. L'article de Gérard Boudesseul, *La segmentation par l'orientation ? Comment l'orientation préfigure les inégalités d'emploi*, montre comment les aides à l'orientation participent aux inégalités d'accès au marché de l'emploi et, dans certains cas, préfigurent une segmentation par l'orientation dans le domaine de l'emploi. Il rejoint, dans l'analyse des trajectoires individuelles, certaines observations du texte de Cyril Coinaud et Céline Vicent, *Les orientations scolaires, entre tâtonnement et réappropriation*

qui, sur la base d'une exploitation du panel d'élèves entrés en 6<sup>e</sup> en 1995, en propose une lecture à partir des « bifurcations scolaires ». L'orientation précoce vers les filières professionnelles proposées aux élèves des Sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA) nourrit les analyses de l'article de Joël Zaffran, *Entrer en SEGPA et en sortir ou la question des inégalités transposées*. Ce texte interroge la diversité des devenir à l'issue de cette filière singulière. Enfin, la question des relations qu'entretient orientation et affectation est au cœur du dernier article, de Jean-Jacques Arrighi et Céline Gasquet, *Orientation et affectation : la sélection dans l'enseignement professionnel du second degré*, qui bat en brèche un certain nombre de présupposés relatifs aux choix des élèves et montre qu'au final la place des jeunes doit peu de choses au hasard.